

# Coopération transfrontalière : LA PISTE DE LA FRATERNITÉ ENTRE LOULOUNI ET OUELÉNI

La route est un véritable facteur d'union, de brassage et de développement des populations frontalières. C'est dans la joie et l'allégresse que l'inauguration de la piste réhabilitée reliant Loulouni, dans le Cercle de Kadiolo, à Ouélieni, dans la Région des Cascades au Burkina Faso, a regroupé beaucoup de monde, jeudi dernier à Nimbougou, chef-lieu de la commune du même nom (dans le Cercle de Kadiolo). Le ministre de la Décentralisation et de la Fiscalité locale, Alhassane Ag Hamed Moussa, et son collègue de l'Équipement et du Désenclavement, Mme Traoré Seynabou Diop étaient présents. Du côté du Burkina Faso, l'on notait la présence du secrétaire général du ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Pierre Bicaba. Les gouverneurs et responsables politiques de part et d'autre de la frontière ont également assisté à la cérémonie d'inauguration.

Fruit d'un long processus, la réalisation de cette piste de 36,896 km s'inscrit dans la vision des plus hautes autorités de faire des zones frontalières des espaces d'échanges, de création de richesses et d'opportunités.

Dans le cadre de la coopération décentralisée entre la région des Cascades, au Burkina Faso et celle de Sikasso, au Mali, les deux

conseils régionaux ont bénéficié de l'accompagnement de la coopération suisse et du royaume du Danemark. Cela à travers le Programme d'appui à la croissance économique pour mener les études de faisabilité socio-économique, d'impact environnemental et les travaux de réhabilitation de cette piste qui relie Loulouni (Mali) à Ouélieni (Burkina Faso), en passant par Nimbougou, au Mali.

D'un coût total de plus 1,869 milliard de Fcfa, les travaux d'aménagement de cette piste ont été exécutés en 6 mois environ. Selon les responsables, l'impact de la piste est très important pour cette zone frontalière. Entre autres, elle favorisera l'intégration des populations frontalières, l'écoulement des productions agricoles, le renforcement du flux de transaction entre la région de Sikasso et celle des Cascades, au Burkina. Cette piste facilitera également la référence-évacuation avec une réduction considérable du temps de voyage.

Pour le président du conseil régional de Sikasso, Yaya Bamba, la région de Sikasso a la spécificité de faire frontière avec trois pays, notamment la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et la Guinée. Ses populations frontalières ont des liens sociaux, culturels et économiques sécuritaires qu'il faut consolider et



Le coût total des travaux d'aménagement de la piste est estimé à près de 2 milliards de Fcfa

renforcer, la réalisation de cette piste s'inscrivant dans ce cadre. Aussi, a-t-il remercié tous les partenaires dont l'accompagnement a permis la réalisation de cette piste latéritique dont le bitumage demeure aujourd'hui le plus grand souhait des populations frontalières.

Le 1er vice-président du conseil régional des Cascades, Coulibaly Nian Zanga, a remercié les partenaires

pour leur accompagnement avant de rappeler que les deux conseils régionaux de Sikasso et des Cascades ont signé un accord de coopération décentralisée transfrontalière dans le souci de mutualiser leurs efforts et de contribuer à un mieux vivre des populations frontalières.

Quant au représentant du ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, il a remercié le

royaume du Danemark et la coopération suisse pour leur appui technique et financier avant de transmettre toutes les félicitations du gouvernement burkinabé pour cette initiative intégratrice. Selon lui, la réalisation de cette piste transfrontalière constitue un véritable outil de développement socio-économique, mais encore un symbole de la vitalité de la coopération décentrali-

sée entre les deux conseils régionaux voisins du Burkina Faso et du Mali.

Le ministre malien de la Décentralisation et de la Fiscalité locale, Alhassane Ag Hamed Moussa, a remercié la forte délégation burkinabé ainsi que les partenaires qui ont accompagné les deux conseils régionaux pour la réalisation de cette piste. Il a rappelé la mission des collectivités territoriales qui est la conception, la programmation, la mise en œuvre et le suivi évaluation des actions de développement économique, social et culturel d'intérêt régional ou local. Pour lui, cette piste constitue une référence dans la sous-région ouest africaine par le fait que son initiative a été portée par les conseils régionaux des deux pays voisins.

Au cours de la cérémonie, l'ambassadeur du royaume du Danemark, Mme Winnie Estrup Petersen et le président du conseil régional de Sikasso ont signé un accord bilatéral concernant le document d'engagement au développement relatif à l'appui financier et technique du conseil régional de Sikasso.

La visite de quelques tronçons de la piste a mis fin à la cérémonie d'inauguration qui a été ponctuée par des intermèdes du folklore local.

**Fousseyni DIABATÉ**  
AMAP-Sikasso

## Kita : LES CAPACITÉS DES CSCOM EN SANTÉ SEXUELLE ET DE REPRODUCTION SERONT RENFORCÉES



Le préfet du cercle de Kita, Siné Dembélé, présidant la cérémonie de lancement des activités du projet

Mardi dernier, le préfet du cercle de Kita, Siné Dembélé, a procédé au lancement des activités du Projet « Améliorer l'accès et l'intégralité des services de santé d'attention primaire dans le Cercle de Kita, en mettant l'accent sur la santé maternelle et infantile, la santé sexuelle et reproductive et la promotion des droits sexuels et reproductifs ».

Ce projet a été créé dans une synergie d'actions de l'Association malienne pour la promotion du Sahel (AMAPROS), de l'ONG espagnole Farmamundi et de l'Agence espagnole de coopération internationale et de développement (AECID). C'est un programme de dix huit mois, financé par AECID, AMAPROS et l'ONG Farmamundi

à hauteur de 94 millions de Fcfa.

Salikou Ouattara, directeur de l'ONG AMAPROS, Dr Sory Ibrahim Yoroté, médecin chef du district sanitaire de Kita, Marina Juan, coordinatrice de l'ONG Farmamundi Mali, et le préfet Siné Dembélé ont tous assisté au lancement de ce projet. On retient que ce nouveau projet de santé vise globalement à contribuer à assurer la réalisation du droit à la santé des femmes et des enfants dans la région de Kayes en mettant l'accent sur les causes évitables de mortalité infantile, maternelle et néonatale. Ce projet vient en renforcement des actions déjà entreprises par l'Association malienne pour la promotion du Sahel (AMAPROS) dans le cadre de la promotion de la santé

en général et celle du renforcement des capacités des centres de santé communautaires au niveau du cercle de Kita, plus précisément dans les districts sanitaires de Kita.

D'ici la fin du projet, les services de santé primaire vont augmenter et 80 ressources communautaires seront formées sur les signes de risque, les droits sexuels et reproductifs. En rapport avec les objectifs attendus de ce projet, AMAPROS et ses partenaires entendent mettre l'accent sur des actions humanitaires de développement. Parmi elles, on peut citer la sensibilisation, l'éducation et le plaidoyer appelant à un accès facile de la population aux soins et aux médicaments essentiels.

Le projet couvre 6 CSCOM, à savoir Sébékoro,

Badinko, Dafela, Bendougouba, Boudofo, Djidian, Balandougou et Mambiri. Il faut rappeler que Farmamundi est une organisation non gouvernementale pour le développement, l'action humanitaire et d'aide d'urgence créée en Espagne en 1991. Sa principale mission est de faire que la santé soit un droit universel pour tous.

Mercredi dernier, ce fut au tour du 2<sup>e</sup> adjoint au préfet de Kita, Hassane Djibrila Maïga, de présider les travaux de lancement du projet intitulé « Renforcement des capacités communautaires pour l'exercice individuel et collectif des droits sexuels et reproductifs dans 8 aires de santé du cercle de Kita, Région de Kayes ».

Ce projet conjoint de l'Association malienne pour la promotion du Sahel (AMAPROS), de l'ONG espagnole Farmamundi et de l'Agence basque de coopération au développement (AVCD-FOCAD) a été financé à plus de 111 millions de Fcfa.

Selon le directeur de l'ONG AMAPROS, Salikou Ouattara, environ 19.000 personnes, dont près de 14.000 femmes, verront leurs capacités communautaires renforcées dans le domaine des droits sexuels et reproductifs dans les 8 aires de santé.

Pour y arriver, AMAPROS et son partenaire espagnol Farmamundi entendent focaliser leurs actions sur la promotion de la santé mère-enfant. Pour la coordinatrice de Farmamundi Mali, Marina Juan, des actions humanitaires et de développement sont essentielles pour permettre la mise en œuvre des processus et des mécanismes dura-

bles pour l'accès des populations aux besoins de santé.

Des actions de réhabilitation et de conditionnement des espaces pour un accompagnement humanisé et des actions de renforcement de capacité fonctionnelle des CSCOM seront déployées. Des activités de formation, d'éducation et de sensibilisation des acteurs déconcentrés de la santé et toute autre activité cadrant avec la poli-

tique sectorielle de la santé seront parallèlement menées au cours de ce programme de 18 mois.

Le projet couvre les CSCOM de Kassara, Sitankoto, Sirakoro, Kokofata, Founia Moribougou et Nafadjicoro.

**Jigiya Mohamed FABRICE**  
AMAP-Kita

## Barouéli : COLLECTE DE DONNÉES FIABLES POUR LUTTER CONTRE LES MALADIES

La pertinence, voire l'efficacité d'une activité, repose sur la maîtrise de données fiables en vue d'atteindre les objectifs. C'est cette conviction qui animait les acteurs de la santé du district sanitaire de Barouéli lors de la revue trimestrielle des données du paludisme, de la tuberculose, de la VIH/Sida et de la tuberculose.

La rencontre s'est tenue, vendredi dernier, dans la salle du conseil de cercle de Barouéli.

Organisé par le CSRéf de Barouéli, grâce à l'appui financier et technique du Fonds mondial, de PSI/Mali et de la direction régionale de la Santé de Ségou, l'atelier a regroupé, en plus des points focaux des maladies citées,

tous les directeurs techniques des 26 CSCOM du district sanitaire de Barouéli.

Pendant trois jours, les participants ont échangé sur les mécanismes d'amélioration de la qualité des données des programmes de lutte contre le paludisme, la tuberculose et l'élimination du VIH, selon la vision 20/30.

La concrétisation d'une telle vision nécessite l'implication et la maîtrise des outils de collecte des données par les acteurs de la santé dans le souci de dégager des indicateurs précis pour une meilleure prise en charge des maladies ou leur éradication.

**Joseph COULIBALY**  
AMAP-Barouéli